

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des
Finances et de la prospective

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 02/2023

Tableau de bord de l'Economie

au 2 ème trimestre 2023

Septembre 2023

SOMMAIRE

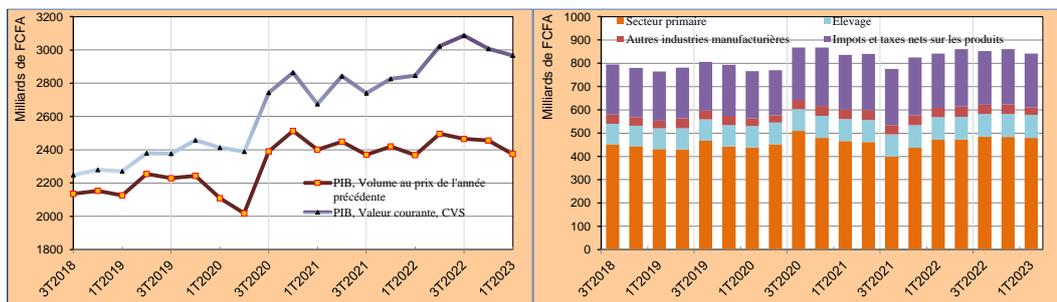
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

Secteur réel

Au deuxième trimestre 2023, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse de 2,3% en glissement trimestriel et une baisse de 0,3% en glissement annuel. La hausse trimestrielle de 2,3% est soutenue principalement par le renchérissement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+3,1%), des services de "santé" (+3,8%), des services de "transports" (+2,1%) et des "boissons alcoolisées tabacs et stupéfiants" (+1,8%). Entamée au quatrième trimestre 2022, le PIB poursuit sa baisse en glissement trimestriel au premier trimestre 2023 (-3,3%). Cette situation est la résultante d'une baisse de l'activité enregistrée dans le secteur secondaire (-4,9%). En variation annuelle, le PIB enregistre une hausse de 0,3% portée par le tertiaire (+3,8%) et le primaire (+1,6%). Au premier trimestre 2023, la production industrielle enregistre une baisse par rapport au quatrième trimestre 2022. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHP) s'est établi à 136,1 en baisse de 11,4% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2022, l'indice enregistre une baisse de 0,3%.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2022	2022	2022	2022	2023	trimestriel	annuel	
En volume aux prix de l'année précédente chaînés, CVS								
Secteur primaire	472,1	473,1	484,5	483,4	479,6	-0,8%	1,6%	
Agriculture	327,0	327,5	337,7	335,8	331,3	-1,3%	1,3%	
Agriculture hors égrenage de coton	314,0	315,3	325,1	323,9	322,7	-0,4%	2,7%	
Egrenage de coton	13,6	13,1	13,6	13,1	11,3	-13,7%	-17,3%	
Elevage	96,8	97,4	98,0	98,6	99,4	0,7%	2,6%	
Sylviculture et chasse	39,0	39,0	39,1	39,3	39,7	0,9%	1,9%	
Pêche et aquaculture	8,4	8,4	8,5	8,5	8,6	0,9%	1,9%	
Secteur secondaire	612,2	644,2	590,4	612,3	582,0	-4,9%	-4,9%	
Activités extractives	255,7	263,2	225,2	239,1	237,5	-0,6%	-7,1%	
Activités manufacturières	249,5	268,8	268,1	274,7	240,2	-12,6%	-3,7%	
Agroalimentaire	171,2	186,0	193,7	197,8	173,0	-12,6%	1,0%	
Fabrication de textiles et articles d'habillements	27,2	27,2	27,1	27,1	22,8	-15,9%	-16,2%	
Fabrication de produits minéraux	8,3	8,5	6,7	7,0	8,5	21,1%	2,4%	
Autres industries manufacturières	39,4	43,7	39,2	40,9	31,7	-22,5%	-19,5%	
Electricité - Eau - Assainissement	18,5	20,3	16,3	17,2	18,1	5,3%	-1,9%	
Construction	81,4	86,9	82,9	81,5	80,8	-0,9%	-0,8%	
Secteur tertiaire	1 046,2	1 128,6	1 165,3	1 123,8	1 085,6	-3,4%	3,8%	
Commerce et réparation	212,9	225,0	222,2	213,9	208,0	-2,8%	-2,3%	
Transport et entreposage	32,3	35,0	30,9	38,8	32,0	-17,5%	-0,9%	
Hébergement et restauration	42,4	51,5	44,1	47,4	40,5	-14,6%	-4,5%	
Information et communication	75,9	87,4	81,9	80,3	84,8	5,6%	11,6%	
Services Financiers et assurances	43,3	45,8	46,5	50,9	50,0	-1,8%	15,4%	
Activités immobilières	118,4	118,5	118,9	119,7	120,7	0,9%	1,9%	
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services d'administration publique et autres services collectifs	28,6	29,8	28,6	38,6	29,8	-22,7%	4,2%	
Services d'administration publique et autres services collectifs	490,3	533,2	583,1	530,4	516,3	-2,7%	5,3%	
Impôts et taxes nets sur les produits	233,8	247,1	230,9	237,8	230,3	-3,1%	-1,5%	
PIB, Volume au prix de l'année précédente	2 367,4	2 495,4	2 464,7	2 455,4	2 374,3	-3,3%	0,3%	
PIB, Valeur courante, CVS	2 845,5	3 022,2	3 086,5	3 007,4	2 966,2	-1,4%	4,2%	



Entamée au quatrième trimestre 2022, le PIB poursuit sa baisse en glissement trimestriel au premier trimestre 2023 (-3,3%). Cette situation est imputable à la baisse de l'activité enregistrée dans le secteur secondaire (-4,9%).

En variation annuelle, le PIB enregistre une hausse de 0,3%. Cette croissance est portée par le tertiaire (+3,8%) et le primaire (+1,6%). Par contre, le secondaire enregistre une régression (-4,9%) par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La baisse de l'activité économique dans le secteur secondaire est essentiellement liée à une contreperformance enregistrée dans les activités extractives (-7,1%), les activités manufacturières (-3,7%) et l'énergie (-1,9%).

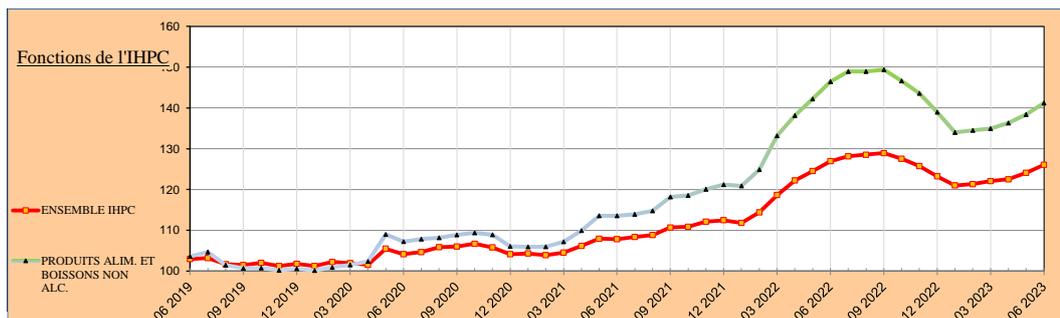
Le secteur tertiaire a connu une progreSSION en variation annuelle (+3,8%). Cette performance s'explique par une hausse de l'activité économique dans l'administration publique et autres services collectifs (+5,3%), les sous secteurs « d'information et communication » (11,6%) et les « services financiers et assurance » (+15,4%).

Dans le secteur primaire, la croissance obtenue au premier trimestre 2023 est ressortie à 1,1%. L'agriculture et l'élevage qui constituent

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2022	2022	2022	2023	2023	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	124,6	128,5	125,5	121,5	124,2	2,3%	-0,3%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	142,3	149,1	143,1	134,5	138,6	3,1%	-2,6%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	159,9	153,9	150,3	157,1	159,9	1,8%	0,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,6	101,7	101,7	101,7	101,7	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	102,2	105,3	105,4	108,3	109,8	1,3%	7,4%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,6	101,6	102,1	102,0	102,0	0,0%	0,4%
SANTE	100,6	100,6	100,7	102,6	106,5	3,8%	5,9%
TRANSPORTS	102,6	105,3	106,3	108,3	110,5	2,1%	7,7%
COMMUNICATION	98,7	98,7	98,7	98,7	98,7	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,2	101,4	102,0	101,7	101,2	-0,5%	0,0%
ENSEIGNEMENT	112,1	112,1	114,0	114,1	114,1	0,0%	1,7%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	107,3	107,9	108,8	110,2	112,0	1,7%	4,4%
AUTRES BIENS ET SERVICES	101,4	101,4	101,4	101,7	102,4	0,7%	1,0%



Au deuxième trimestre 2023, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse de 2,3% en glissement trimestriel et une baisse de 0,3% en glissement annuel.

La hausse trimestrielle de 2,3% est soutenue principalement par le renchérissement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+3,1%), des services de "santé" (+3,8%), des services de "transports" (+2,1%) et des "boissons alcoolisées tabacs et stupéfiants" (+1,8%).

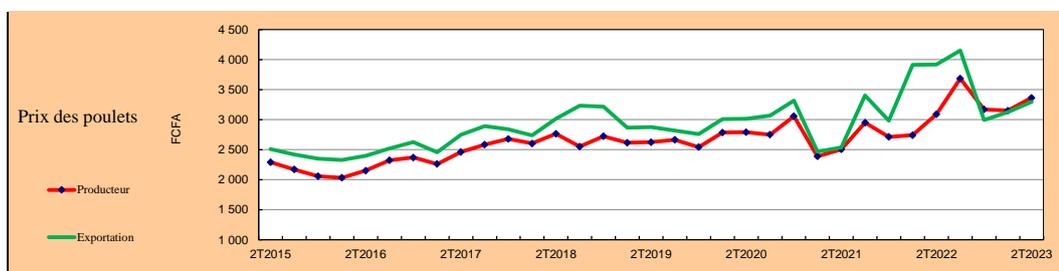
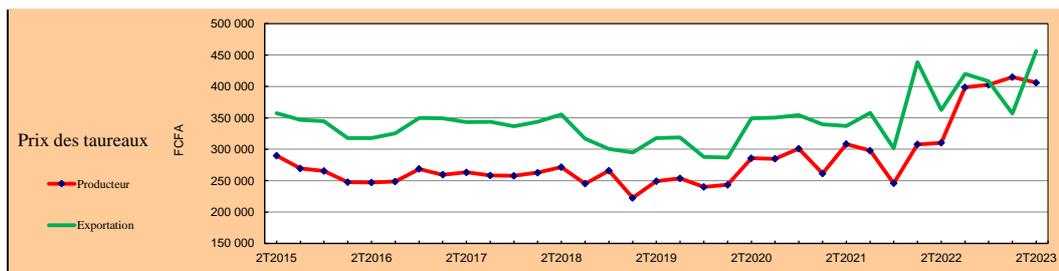
Le recul des prix en glissement annuel, malgré une envolée des prix au niveau des fonctions de consommation "transport" (+7,7%), "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+7,4%), "santé" (+5,9%) et "Restaurants et hôtels" (+4,4%), provient de la baisse des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-2,6%).

A fin juin 2023, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 8,5% contre 10,2% à fin juin 2022. Cette inflation est principalement alimentée par les fonctions de consommation "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+12,1%), "transports" (+7,8%), "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+7,5%) et "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+6,7%). Le renchérissement des services de transport est consécutif à l'augmentation des prix des produits pétroliers à la pompe en février 2023.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2022	2022	2022	2023	2023	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	310 333	398 539	402 618	414 864	406 030	-2,1%	30,8%
Prix à l'exportation du taureau	362 287	419 857	408 249	356 979	456 749	27,9%	26,1%
Prix au producteur du bœlier	56 861	57 325	67 301	47 086	65 024	38,1%	14,4%
Prix à l'exportation du bœlier	72 645	61 229	57 278	49 286	70 487	43,0%	-3,0%
Prix au producteur du bouc	33 750	22 649	31 238	30 122	33 368	10,8%	-1,1%
Prix à l'exportation du bouc	29 090	28 050	32 578	25 616	34 939	36,4%	20,1%
Prix au producteur du poulet	3 089	3 683	3 170	3 150	3 362	6,7%	8,9%
Prix à l'exportation du poulet	3 920	4 153	2 990	3 126	3 294	5,4%	-16,0%
Prix au producteur de la pintade	3 107	3 955	3 173	3 277	3 400	3,7%	9,4%
Prix à l'exportation de la pintade	3 479	3 702	3 248	2 954	3 433	16,2%	-1,3%



Les marchés à bétail au deuxième trimestre 2023 restent toujours impactés par l'insécurité créant des disparités sur les prix par rapport à 2022.

Le prix moyen du taureau a affiché une tendance baissière au deuxième trimestre 2023 sur les marchés de production et haussière sur les marchés d'exportation. Cette baisse du prix de l'espèce sur les marchés de production s'explique par la fête de tabaski où le bœlier était le plus recherché sur les marchés. En effet, le prix du taureau a enregistré une baisse de 2,1% **en glissement trimestriel** sur les marchés de production et une hausse de 27,9% sur les marchés d'exportation. **En glissement annuel**, on observe une hausse du prix du taureau de (+30,8% sur les marchés de production et +26,1% sur les marchés d'exportation).

Le prix moyen du bœlier est dans une tendance haussière au deuxième trimestre 2023 aussi bien sur les deux types de marchés. L'augmentation du prix de l'espèce sur cette période s'explique d'une part par diminution de l'offre due à la situation sécuritaire, l'augmentation du coût des aliments pour bétail et des intrants d'élevage mais également la pratique des techniques d'emboche afin d'obtenir un meilleur produit de l'espèce pour tirer profit de la fête de tabaski. **En glissement trimestriel**, le prix du bœlier est en hausse de 38,1% sur les marchés de production et de 43,0% sur les marchés d'exportation. **En glissement annuel**, le prix du bœlier augmente de 14,4% sur les marchés de production. Au même moment, on observe une baisse de 3,0% du prix en glissement annuel sur le marché d'exportation.

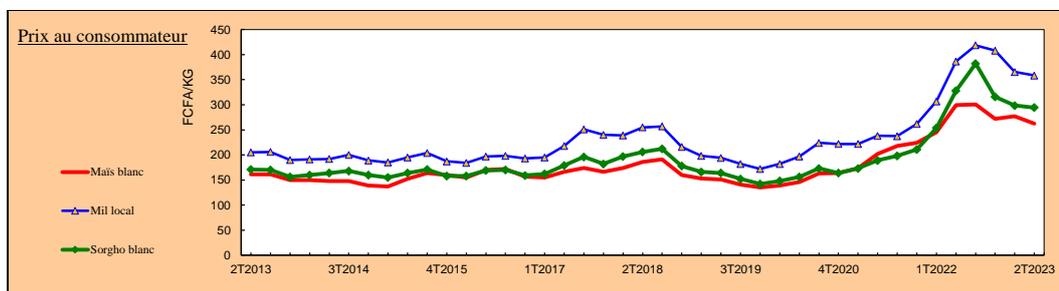
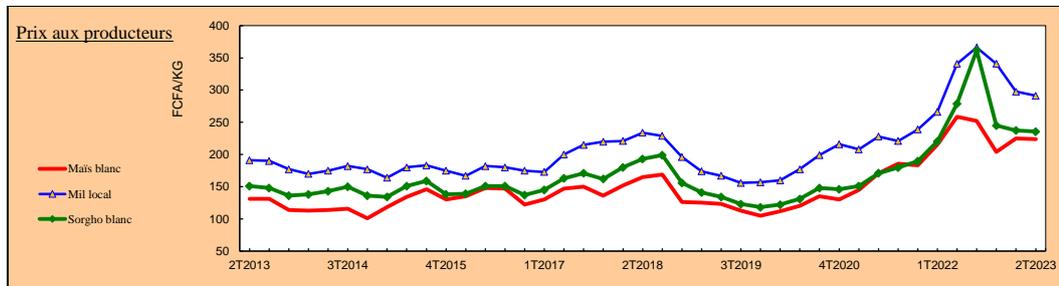
Le prix moyen du bouc a affiché une tendance haussière au deuxième trimestre 2023 aussi bien sur les marchés de production que sur les marchés d'exportation. **En glissement trimestriel**, le prix du bouc a enregistré une hausse de 10,8% sur les marchés de production et de 36,4% sur les marchés d'exportation. **En glissement annuel**, on observe une baisse du prix du bouc de 1,1% sur les marchés de production et une hausse de 20,1% sur le marché d'exportation.

En glissement trimestriel, le prix du poulet a enregistré une hausse de 6,7% et celui de la pintade de 3,7% sur les marchés de production. Sur les marchés d'exportation, ils enregistrent respectivement des hausses de 5,4% et de 16,2%. **En glissement annuel**, on observe une hausse des prix du poulet sur les marchés de production (+8,9%) et une baisse sur les marchés d'exportation (-16,0%).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2022	2022	2022	2023	2023	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	258,7	252,1	204,0	225,0	224,0	-0,4%	-13,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	299,4	300,4	272,0	276,9	262,6	-5,2%	-12,3%
Prix au producteur du mil local	340,8	366,3	341,0	297,5	291,2	-2,1%	-14,6%
Prix au consommateur du mil local	386,4	418,7	408,0	365,4	358,3	-1,9%	-7,3%
Prix au producteur du sorgho blanc	278,9	361,8	245,0	237,4	235,5	-0,8%	-15,5%
Prix au consommateur du sorgho blanc	328,0	382,3	316,0	298,5	294,5	-1,3%	-10,2%



Au deuxième trimestre 2023, les prix des principaux produits céréaliers ont baissé aussi bien en glissement trimestriel qu'annuel.

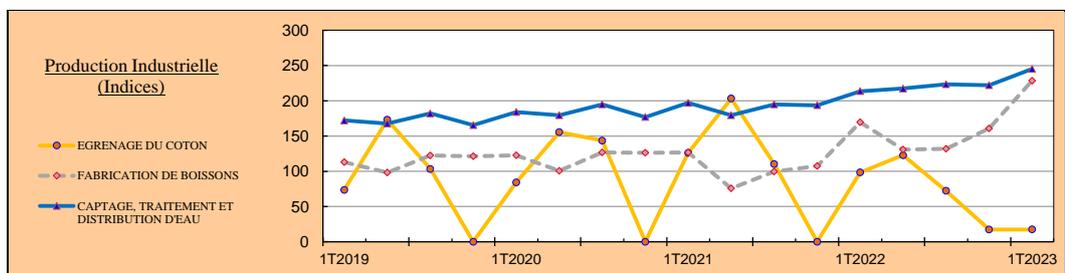
En glissement trimestriel, sur les marchés de collecte, les prix des céréales de base baissent légèrement; le prix du maïs blanc baisse de 0,4%, le mil local baisse de 2,1% et celui du sorgho blanc de 0,8%. La tendance des prix est la même sur le marché de détail. En effet, le prix du maïs blanc à la collecte est passé de 225 à 224 francs CFA le KG. Celui du mil local est passé de 298 à 291 francs CFA le KG. Le prix du sorgho blanc a varié de 237 à 236 francs CFA le KG. Par ailleurs sur les marchés de détail, les niveaux de prix ont varié de manières différentes pour chacune des trois céréales et imputables à l'évolution des prix sur les marchés de collecte.

En glissement annuel, les prix ont tous évolué à la baisse. Sur les marchés de collecte, la baisse la plus élevée est enregistrée par le sorgho blanc (-15,5%) et la moins élevée par le maïs blanc (-13,4%). Sur les marchés de détail, la baisse la plus élevée concerne le maïs blanc (-12,3%) et la moins élevée le mil local (-7,3%).

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS

IHPI Trimestriel INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISION	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2022	2022	2022	2022	2023	trimestriel	annuel
EGRENAGE DU COTON	122,7	72,4	17,4	17,5	33,9	94,1%	-72,4%
EXTRACTION DE MINERAIS MÉTALLIQUES	108,1	111,6	103,4	133,8	104,2	-22,1%	-3,6%
ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES	229,7	227,7	315,7	249,0	194,3	-22,0%	-15,4%
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	90,5	96,3	80,5	83,0	72,3	-12,9%	-20,2%
FABRICATION DE BOISSONS	130,7	131,9	160,7	228,5	177,5	-22,3%	35,8%
FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC	133,1	132,3	63,4	92,0	161,7	75,7%	21,5%
ACTIVITES DE FABRICATION DE TEXTILES	136,9	115,0	109,3	108,3	138,5	27,9%	1,2%
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	332,8	313,9	271,6	173,7	161,0	-7,3%	-51,6%
TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE	36,5	28,4	28,4	20,0	40,8	103,6%	11,6%
TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	148,5	136,5	177,8	173,4	217,8	25,6%	46,6%
FABRICATION DU PAPIER ET DU CARTON	423,0	304,2	198,3	215,9	299,2	38,6%	-29,3%
IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS	215,3	204,0	124,9	108,3	228,6	111,0%	6,2%
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	141,2	132,4	147,6	182,4	641,9	251,9%	354,7%
TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE	166,7	163,7	119,3	149,4	171,9	15,0%	3,1%
FABRICATION DE MATERIAUX MINERAUX	94,0	90,9	102,6	80,0	88,2	10,3%	-6,1%
MÉTALLURGIE	57,1	56,3	53,7	61,0	58,0	-4,9%	1,5%
FABRICATION D'OUVRAGES EN MÉTAUX	156,0	193,0	413,8	435,8	90,7	-79,2%	-41,9%
FABRICATION D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
FABRICATION DE MEUBLES ET MATELAS	262,3	295,1	266,7	191,8	259,4	35,2%	-1,1%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	356,6	72,8	52,5	137,3	166,2	21,1%	-53,4%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE CHALEUR	389,1	414,5	342,4	362,8	424,2	16,9%	9,0%
CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	217,3	223,4	222,1	245,1	249,3	1,7%	14,7%
Ensemble	136,5	137,4	131,2	153,5	136,1	-11,4%	-0,3%



Au premier trimestre 2023, la production industrielle enregistre une baisse par rapport au quatrième trimestre 2022. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'est établi à 136,1 en baisse de 11,4% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2022, l'indice enregistre une baisse de 0,3%.

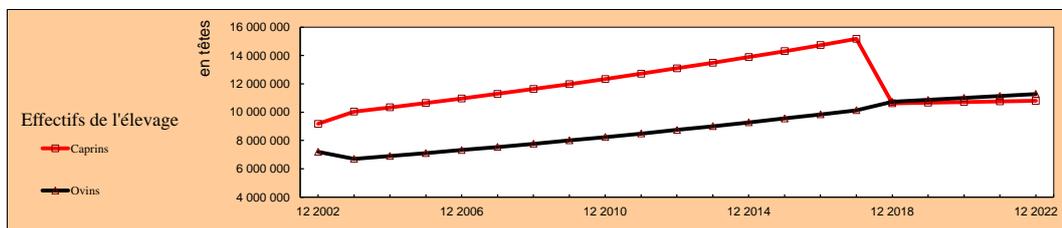
En glissement trimestriel, la baisse du rythme de l'activité industriel s'explique principalement par une baisse des activités extractives (-22,1%), des activités de fabrication de produits alimentaires (-12,9%), de la fabrication de boissons (-22,3%), de la fabrication d'ouvrages en métaux (-79,2%) et de la fabrication d'articles d'habillement (-7,3%).

En glissement annuel, la baisse du rythme de l'activité industrielle est portée essentiellement par une baisse des activités d'égrénage de coton (-72,4%), les activités extractives (-3,6%), les activités de fabrication de produits alimentaires (-15,4%), de fabrication d'ouvrages en métaux (-41,9%), de fabrication d'article d'habillement (-51,6%) et des autres industries manufacturières (-53,4%).

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2018	déc 2019	déc 2020	déc 2021	déc 2022	Croissance moyenne	
						2018-2022	2021-2022
Effectif de bovins (en têtes)	9 165 686	9 353 367	9 544 891	9 740 337	9 939 785	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	10 725 825	10 863 212	11 002 359	11 143 288	11 286 022	1,3%	1,3%
Effectif de caprins (en têtes)	10 625 047	10 668 108	10 711 344	10 754 755	10 798 342	0,4%	0,4%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	34 589 954	35 003 815	35 422 628	35 846 452	36 275 347	1,2%	1,2%

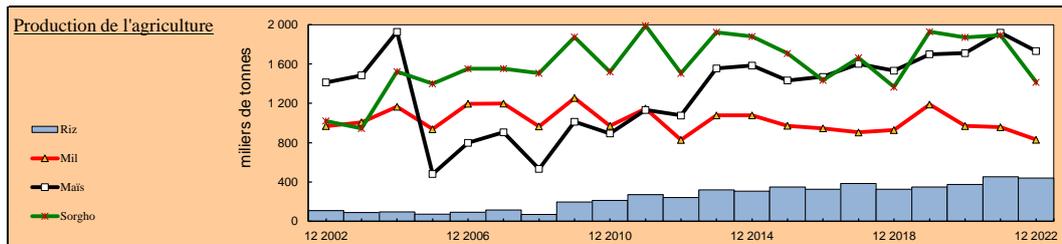


L'ENC1 réalisé en 2018 a permis de disposer des estimations des effectifs du cheptel. Des projections ont ensuite été réalisées et consignés dans le tableau ci-dessus donnant en 2022 des effectifs de 9 939 785 têtes de bovins, de 11 286 022 têtes d'ovins et de 10 798 342 têtes de caprins et de 36 275 347 têtes pour la volaille (poules et pintades).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2018	déc 2019	déc 2020	déc 2021	déc 2022	Croissance moyenne	
						Quinquennale	Annuel
Production brute totale de céréales	5 180 702	4 939 630	5 179 104	4 661 140	4 915 423	-1,3%	5,5%
dont : Production brute de mil	1 189 079	970 176	957 253	705 345	830 180	-8,6%	17,7%
dont : Production brute de sorgho	1 929 834	1 871 792	1 893 571	1 207 786	1 414 714	-7,5%	17,1%
dont : Production brute de maïs	1 700 127	1 710 898	1 920 101	1 853 510	1 732 460	0,5%	-6,5%
dont : Production brute de riz paddy	350 392	376 527	451 421	451 014	438 982	5,8%	-2,7%



Le quatrième trimestre 2022 a été marqué par la tenue de la deuxième session ordinaire de l'année 2022 du Comité de Prédiction de la Situation Alimentaire et Nutritionnelle (CPSA) qui s'est tenue les 17 et 18 novembre 2022.

La production céréalière prévisionnelle est estimée à 4 915 423 tonnes. Cette production est en hausse respective de 5,5% et -1,3% par rapport à la campagne agricole précédente et à la moyenne des cinq dernières années.

La production du mil local est ressortie à 830 180 tonnes, soit une hausse de 17,7% par rapport à la campagne passée et une baisse de 8,6% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles ;

La production du Maïs s'est affichée à 1 732 460 tonnes, soit une baisse respective de 6,5% et 0,5% par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale ;

La production du Sorgho est estimée à 1 414 714 tonnes, soit une hausse notable de 17,13% par rapport à la campagne agricole passée. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, cette production est en baisse de 7,5% ;

La production du riz est ressortie à 438 982 tonnes, correspondant à une baisse de 2,7% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2021-2022 et une hausse de 5,8% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ;

Le fonio enregistre une production de 8 625 tonnes, en hausse de 14,2% par rapport à la production définitive de la campagne agricole précédente et une baisse de 13,6% par rapport à la moyenne quinquennale.

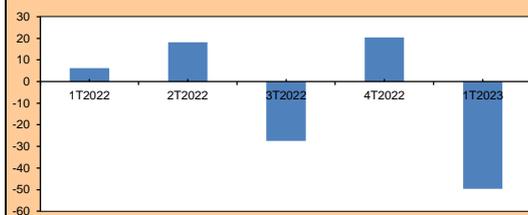
La production prévisionnelle des cultures de rente est évaluée 1 572 136 tonnes et est en hausses respectives de 8,3% par rapport à la campagne passée et de 8,2% et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

La production prévisionnelle des autres cultures vivrières (niébé, voandzou, igname, et patate) de la campagne agricole 2022/2023 est estimée à 889 503 tonnes soit une hausse de 28,3% et de 8,3% par rapport à la campagne précédente et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Cette production se répartit comme suit :

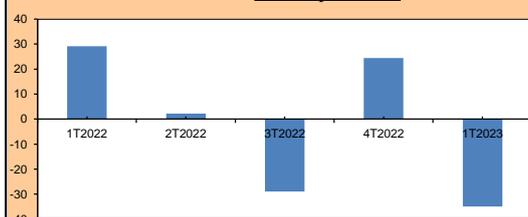
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

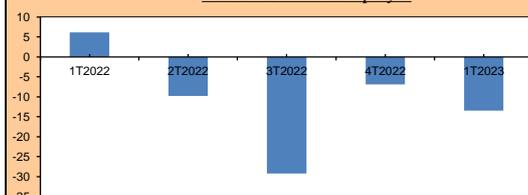
Le climat des affaires est en perpétuelle détérioration. En effet, la détérioration du climat des affaires amorcée depuis le troisième trimestre 2021 se poursuit jusqu'au quatrième trimestre 2022. Comparé au quatrième trimestre de 2021, la détérioration du climat des affaires s'est retrecie. Il faut noter que depuis 2019 on assiste à une détérioration continue du climat des affaires.

... sur les recettes**Recettes**

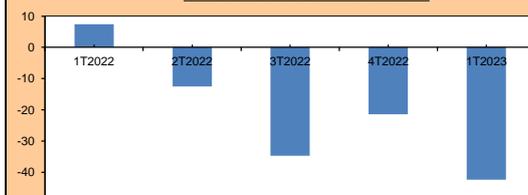
Après une hausse constatée au quatrième trimestre 2022, les recettes ont connues une baisse. En effet, comparé au quatrième trimestre 2022, les entreprises ont enregistrées une baisse de leur recette au premier trimestre 2023. En glissement annuel, les recettes sont également en baisse.

... sur la production**Production**

Tout comme les recettes, la production a connu une baisse au premier trimestre 2023 selon l'opinion des chefs d'entreprises. En effet, comparé au quatrième trimestre 2022, la majorité des chefs d'entreprises ont déclaré une baisse de la production donnant un solde d'opinion en baisse de -34,9%. En glissement annuel, la baisse de la production est beaucoup plus prononcée qu'en glissement trimestrielle avec un solde de -50%.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

La baisse constatée au niveau de la production et des recettes s'est repercutée sur les emplois. En effet les chefs d'entreprises ont déclaré une contraction de l'emploi au premier trimestre 2023 comparativement à un trimestre plutôt. La baisse des effectifs employés est beaucoup plus importante en glissement annuel avec un solde d'opinion de -29%.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

Avec la baisse des recettes et de la production, les entreprises se sont retrouvées dans des tensions de trésoreries au premier trimestre 2023. En effet, même si le quatrième trimestre 2022 a également connu des tensions de trésorerie, la détérioration de la situation de la trésorerie est beaucoup plus importante au premier trimestre 2023 avec un solde d'opinion de -42,4% contre -21,3% au quatrième trimestre 2022. En glissement annuel, les tensions de trésoreries sont moins importantes en 2023 qu'en 2022.

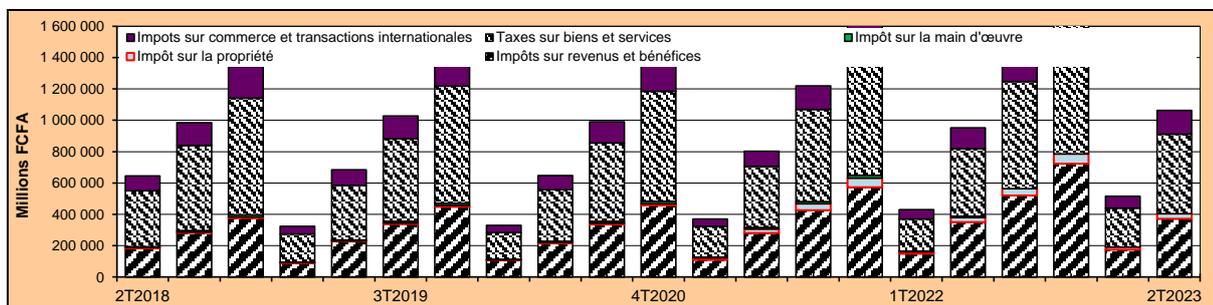
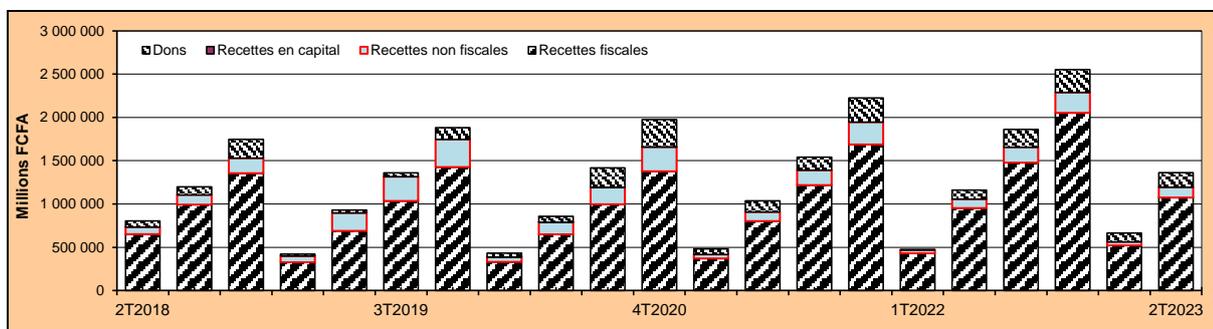
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, au 30 juin 2023, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 410,0 milliards de FCFA, contre un déficit de 245,2 milliards de FCFA à fin juin 2022.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2022)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2022	2022	2022	2023	2023		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	2 340 113,0	1 160 937,4	1 861 925,6	2 551 944,5	663 735,3	1 360 914,6	58,2%	17,2%
Recettes totales	2 000 418,0	1 056 048,7	1 655 066,8	2 288 253,0	563 112,7	1 193 083,0	59,6%	13,0%
Recettes courantes	2 000 418,0	1 056 048,7	1 655 066,8	2 288 253,0	563 112,7	1 193 083,0	59,6%	13,0%
Recettes fiscales	1 762 400,0	952 401,4	1 477 551,4	2 052 445,8	520 845,0	1 073 365,1	60,9%	12,7%
Impôts sur revenus et bénéfices	565 579,0	350 732,8	520 195,1	723 207,1	175 109,3	371 830,3	65,7%	6,0%
Impôt sur la main d'œuvre	17 213,0	9 761,6	14 026,3	18 236,4	4 906,9	9 490,4	55,1%	-2,8%
Taxes sur biens et services	865 586,0	429 745,7	684 141,3	950 667,0	248 187,1	507 457,1	58,6%	18,1%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	239 988,0	132 936,9	214 301,2	296 246,8	75 597,0	151 072,2	62,9%	13,6%
Autres recettes fiscales	1 734,0	608,6	1 069,7	2 068,4	449,5	736,5	42,5%	21,0%
Recettes non fiscales	238 017,0	103 647,3	177 515,4	235 807,3	42 267,7	119 717,9	50,3%	15,5%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Dons	339 695,0	104 888,6	206 858,8	263 691,4	100 622,6	167 831,6	49,4%	60,0%
Projets	222 295,0	104 888,6	146 593,8	203 426,4	100 622,6	167 831,6	75,5%	60,0%
Programmes	117 400,0	0,0	60 265,0	60 265,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%



Les recettes totales et dons mobilisés à fin juin 2023 ont enregistré une hausse de 17,2% par rapport à la même période de 2022 pour s'établir à 1 360,9 milliards de FCFA. Cette hausse est attribuable aussi bien à celle des recettes propres (+137,0 milliards de FCFA) que des dons (+62,9 milliards de FCFA).

Les recettes propres se sont établies à 1 193,1 milliards de FCFA à fin juin 2023, en hausse de 13,0% par rapport à fin juin 2022. Cette performance est expliquée par l'augmentation des recettes fiscales de 12,7% (+121,0 milliards de FCFA) et des recettes non fiscales de 15,5% (+16,1 milliards de FCFA).

La hausse des recettes fiscales est attribuable essentiellement à l'augmentation de recouvrement des taxes sur les biens et services (+77,7 milliards de FCFA), des impôts sur les revenus et bénéfices (+21,1 milliards de FCFA), des impôts sur le commerce et les transactions internationales (+18,1 milliards de FCFA).

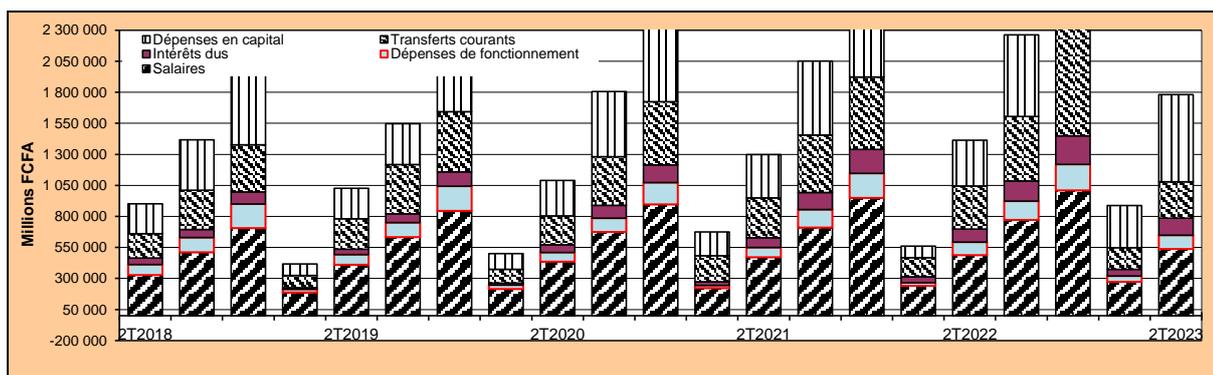
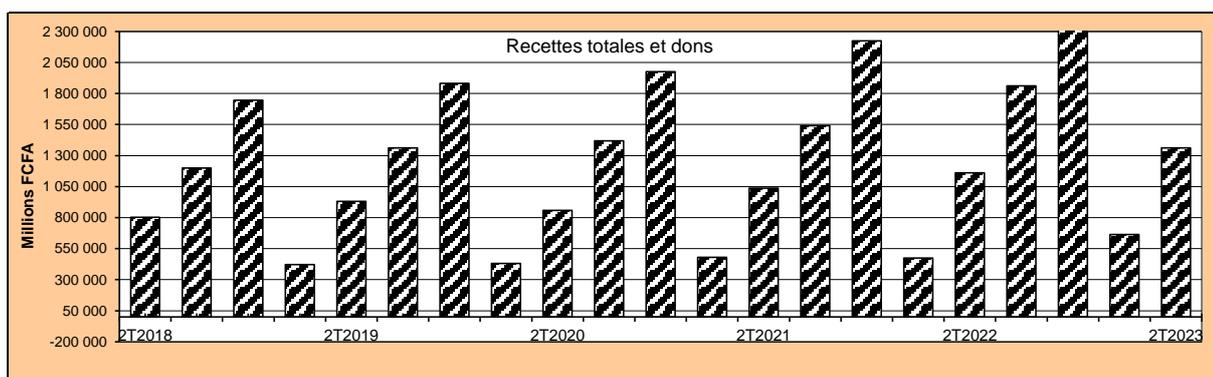
L'augmentation des recettes non fiscales s'explique principalement par la hausse des produits financiers (+8,6 milliards de FCFA), des autres recettes non fiscales (+4,1 milliards de FCFA) et des ventes non industrielles (+3,2 milliards de FCFA).

Le niveau des dons mobilisés s'est chiffré à 167,8 milliards de FCFA à fin juin 2023 contre 104,9 milliards de FCFA à fin juin 2022. Cette hausse est attribuable uniquement à celle des dons projets, aucun don programme n'ayant été décaissé à fin juin des années 2022 et 2023.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2022)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2022		2023		2023		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 909 524,0	1 406 158,3	2 254 188,4	3 617 830,7	880 897,4	1 770 923,8	60,9%	25,9%
Dépenses	2 534 877	1 414 515,5	2 262 440,1	3 627 347,9	887 606,5	1 780 751,6	70,3%	25,9%
Dépenses courantes	2 367 564	1 044 375,6	1 604 508,1	2 353 551,7	548 200,3	1 079 018,4	45,6%	3,3%
Salaires	861 793	487 226,8	771 636,3	1 009 122,1	273 492,0	536 681,4	62,3%	10,2%
Dépenses de fonctionnement	208 400	105 696,9	152 041,3	210 369,8	46 643,7	111 106,1	53,3%	5,1%
Intérêts dus	195 800	105 543,1	160 803,4	229 586,8	53 861,1	138 165,7	70,6%	30,9%
Transferts courants	476 063	345 908,9	520 027,0	904 472,9	174 203,5	293 065,2	61,6%	-15,3%
Dépenses en capital	1 026 851	370 139,9	657 932,0	1 273 796,2	339 406,2	701 733,2	68,3%	89,6%
financées sur ressources propres	670 691	195 481,0	397 071,7	871 376,7	134 920,2	318 010,1	47,4%	62,7%
Prêts nets	-9 624	-8 357,3	-8 251,7	-9 517,2	-6 709,1	-9 827,8	102,1%	17,6%



Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 1 770,9 milliards de FCFA à fin juin 2023 contre 1 406,2 milliards de FCFA à la même période en 2022, affichant ainsi une progression de 25,9%. Cette progression est imputable à la hausse des dépenses courantes de 34,6 milliards de FCFA et des dépenses en capital de 331,6 milliards de FCFA conjuguées avec une baisse des prêts nets de 1,5 milliard de FCFA.

Les dépenses courantes, en augmentation de 3,3% par rapport à fin juin 2022, ont été exécutées à hauteur de 1 079,0 milliards de FCFA à fin juin 2023. Cette progression est expliquée par celles des dépenses de personnel (+49,5 milliards de FCFA), des charges de la dette (+32,6 milliards de FCFA) et ainsi que des dépenses de fonctionnement (+5,4 milliards de FCFA) ; les transferts courants ayant connu une baisse de 52,8 milliards de FCFA. La baisse des transferts courants s'explique par celle des subventions aux Hydrocarbures de 81,1 milliards de FCFA.

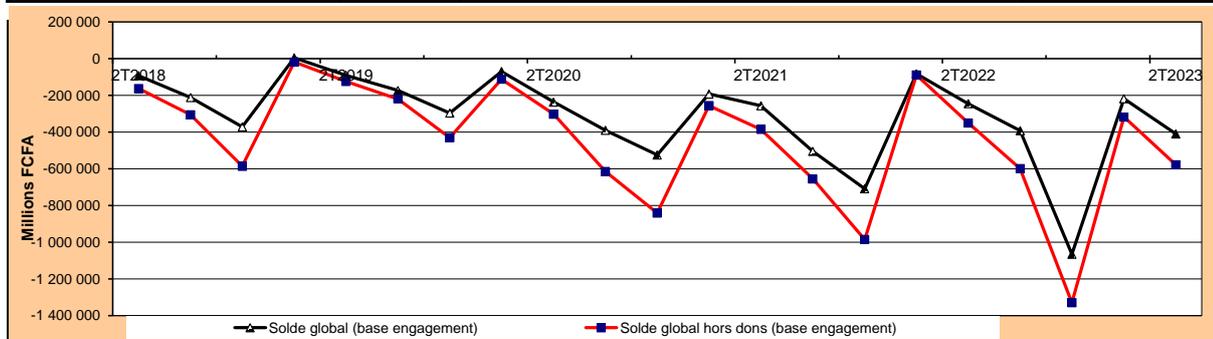
Les dépenses en capital, en augmentation de 89,6% par rapport à fin juin 2022, se sont établies à 701,7 milliards de FCFA à fin juin 2023. Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation des investissements financés sur ressources extérieures de 207,8 milliards de FCFA et des investissements financés sur ressources propres de 122,5 milliards de FCFA.

Les prêts nets se sont soldés à -9,8 milliards de FCFA à fin juin 2023 contre -8,4 milliards de FCFA à fin juin 2022.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2022)	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	2. Trim. 2023	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-569 412,0	-245 220,9	-392 262,8	-1 065 886,2	-217 162,1	-410 009,2	72,0%	67,2%
Solde global hors dons (base engagement)	-909 107,0	-350 109,5	-599 121,6	-1 329 577,6	-317 784,8	-577 840,8	63,6%	65,0%
Solde primaire de base	-367 146,0	-244 566,5	-438 318,2	-1 099 990,8	-263 923,6	-439 675,0	119,8%	79,8%
Solde de base	-562 946,0	-177 954,2	-341 974,9	-931 985,6	-113 298,7	-197 908,1	35,2%	11,2%
Solde global (base caisse)	-569 412,0	-303 885,0	-359 414,1	-875 747,2	-49 737,2	-193 456,1	34,0%	-36,3%
Solde global hors dons (base caisse)	-909 107,0	-408 773,6	-566 272,9	-1 139 438,6	-150 359,8	-361 287,7	39,7%	-11,6%

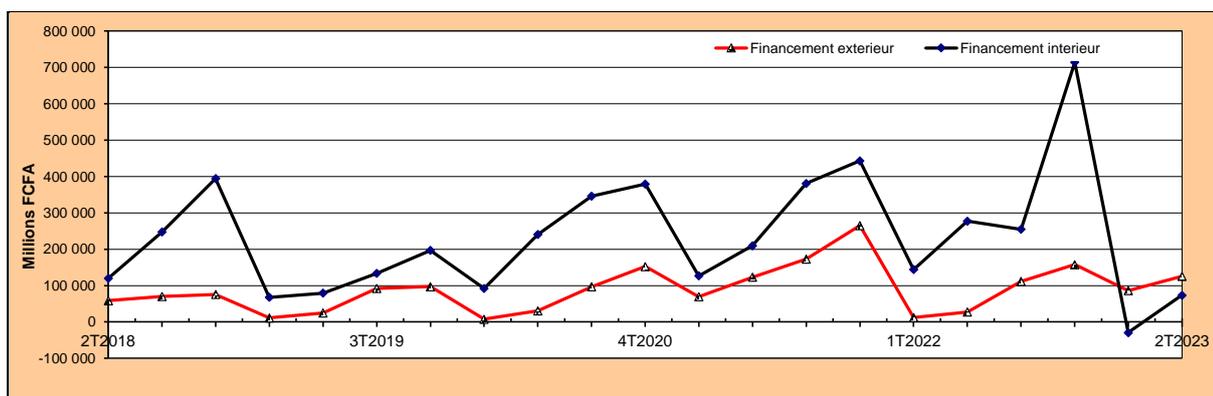


Le solde global "base engagement" des opérations financières de l'Etat s'est établi à -410,0 milliards de FCFA à fin juin 2023 contre -245,2 milliards de FCFA à fin juin 2022, en dégradation de 67,2%.

Quant au solde global base caisse, il s'est situé à -193,5 milliards de FCFA à fin juin 2023 contre -303,9 milliards de FCFA à fin juin 2022. Ce solde a été couvert par un financement extérieur net de 125,6 milliards de FCFA, le financement intérieur net se situant à 73,4 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net à fin juin 2023 s'est opéré par l'émission de neuf (09) bons du Trésor d'une valeur totale de 129,7 milliards de FCFA, de dix-sept (17) obligations du Trésor d'un montant total de 290,9 milliards de FCFA et d'un prêt programme de 49,0 milliards de FCFA. Les remboursements se sont élevés à 73,4 milliards de FCFA pour les bons du Trésor, et 157,3 milliards de FCFA pour les obligations.

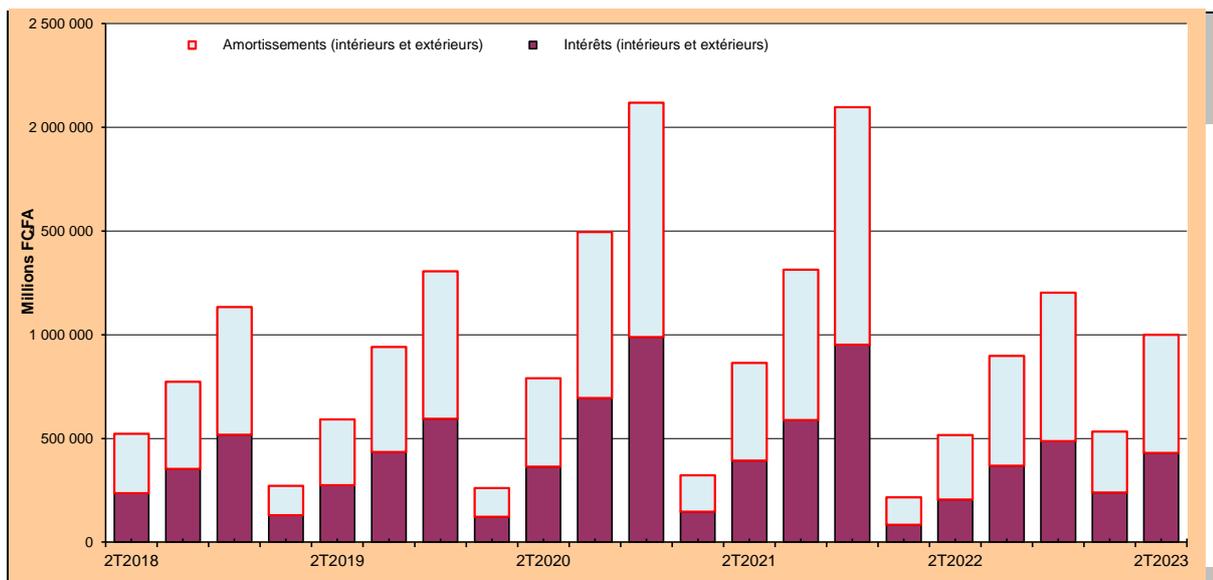
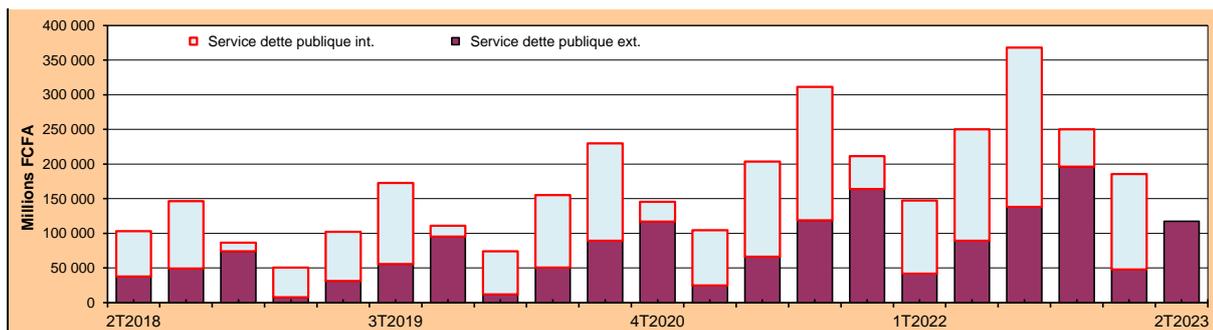
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2022)	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	2. Trim. 2023	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Financement	425 391,0	304 543,9	366 725,8	871 878,0	56 953,6	198 937,4	46,8%	-34,7%
Financement extérieur	95 197,0	27 460,5	111 831,9	157 643,7	86 230,4	125 588,7	131,9%	357,3%
Décaissements extérieurs	182 723,0	67 891,1	167 917,6	251 530,3	103 863,4	212 101,1	116,1%	212,4%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-87 526,0	-40 430,7	-56 085,7	-93 886,6	-17 633,1	-86 512,4	98,8%	114,0%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	330 195,0	277 083,4	254 893,9	714 234,3	-29 276,8	73 348,7	22,2%	-73,5%
Financement bancaire	29 072,8	262 785,3	279 549,5	622 507,4	151 882,0	276 784,0	952,0%	5,3%
Secteur non bancaire	301 122,0	14 298,1	-24 655,6	91 727,0	-181 158,7	-203 435,4	-67,6%	-1522,8%
Gap de financement	144 020,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2022)	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	2. Trim. 2023	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	1 024 924,9	311 150,1	529 099,4	715 968,8	293 718,8	568 708,7	55,5%	82,8%
Amortissements (int. et ext.)	829 125	205 607,0	368 295,9	486 381,9	239 857,7	430 543,0	51,9%	109,4%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	195 800	105 543,1	160 803,4	229 586,8	53 861,1	138 165,7	70,6%	30,9%
Service dette publique int.	908 912,6	254 353,1	450 511,3	588 775,6	269 924,2	461 615,8	50,8%	81,5%
Amortissements	741 599	165 176,4	312 210,2	392 495,3	222 224,6	344 030,6	46,4%	108,3%
Intérêts	167 314	89 176,7	138 301,1	196 280,4	47 699,5	117 585,1	70,3%	31,9%
Service dette publique ext.	116 012,3	56 797,0	78 588,0	127 193,1	23 794,6	107 093,0	92,3%	88,6%
Amortissements	87 526	40 430,7	56 085,7	93 886,6	17 633,1	86 512,4	72,2%	114,0%
Intérêts	28 486	16 366,3	22 502,3	33 306,5	6 161,6	20 580,6	72,2%	25,7%
Service dette ext./recettes totales	5,8%	5,4%	4,7%	5,6%	4,2%	9,0%		3,6 points

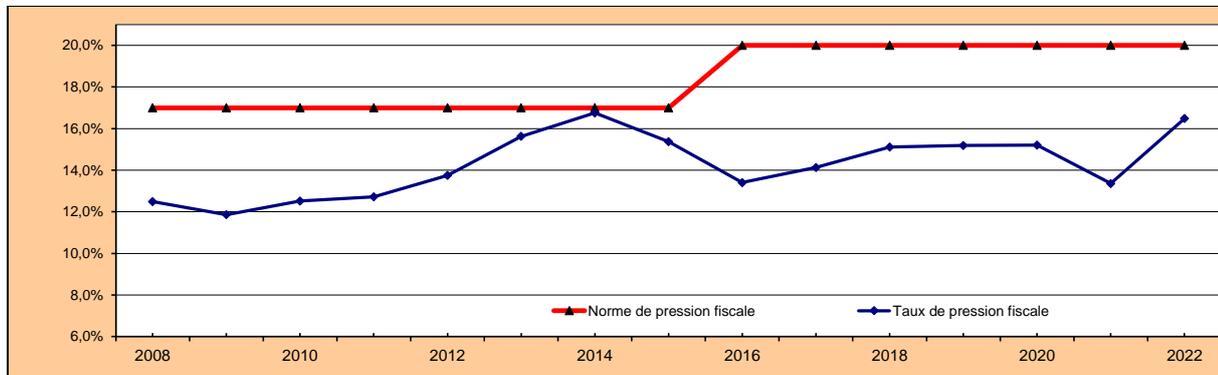


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 9,0% à fin juin 2023 en hausse de 3,6 points de pourcentage par rapport à son niveau de fin juin de 2022.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	12 2022	
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.	
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-4,2%	-3,4%	-5,2%	-6,0%	-5,3%
Taux d'inflation	≤	3%	1,9%	-3,2%	1,9%	4,1%	14,1%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	40,5%	42,3%	46,2%	53,1%	52,5%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	52,1%	59,3%	65,2%	56,3%	49,2%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,2%	15,2%	13,4%	14,9%	16,5%



Source : MINEFID

Secteur monétaire

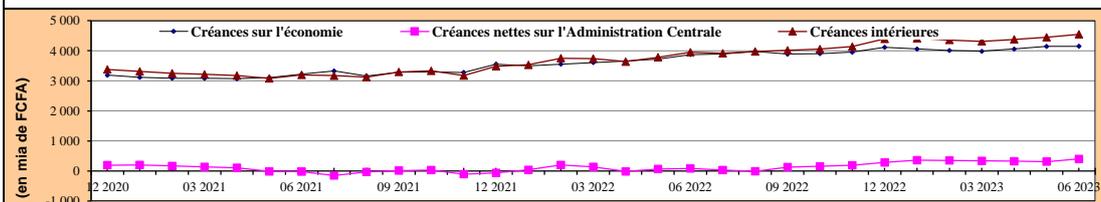
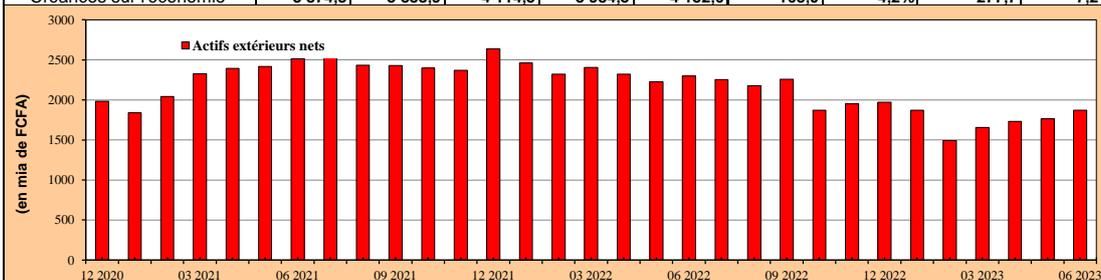
AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire du Burkina Faso à fin juin 2023 est caractérisée par les évolutions, en glissement trimestriel, ci-après :

- un gonflement de la masse monétaire de 366,3 milliards de FCFA (+6,8%);
- une hausse des AEN de 212,6 milliards de FCFA (+12,8%);
- une progression des crédits à l'économie de 234,3 milliards de FCFA (+5,4%).

En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré un gonflement de 109,0 milliards de FCFA (+1,9%), suite à un accroissement des crédits à l'économie de 597,4 milliards de FCFA (+15,1%), atténuée par un repli des AEN de 426,8 milliards de FCFA (-18,6%).

AGREGATS MONETAIRE En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	2. Trim. 2023	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
	6					Est.			
Circulation fiduciaire	825,1	738,0	828,7	858,6	923,5	64,8	7,6%	98,3	11,9%
Dépôts transférables	2 726,1	2 682,9	2 813,9	2 550,6	2 690,5	139,8	5,5%	-35,6	-1,3%
BCEAO	0,4	0,8	0,4	0,5	0,4	-0,2	-35,2%	0,0	-3,0%
Banques	195,7	915,8	195,7	1 336,4	470,5	-865,9	-64,8%	274,8	140,4%
CCP et CNE	301,6	301,6	301,6	301,6	301,6	0,0	0,0%	0,0	0,0%
M1	3 551,2	3 420,9	3 642,7	3 409,3	3 614,0	204,7	6,0%	62,8	1,8%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	2 084,7	2 118,2	2 074,2	1 969,4	2 131,0	161,6	8,2%	46,2	2,2%
BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Banques	2 084,4	2 117,8	2 073,9	1 969,1	2 130,6	161,6	8,2%	46,2	2,2%
Masse monétaire (M2)	5 635,9	5 539,1	5 716,9	5 378,7	5 744,9	366,3	6,8%	109,0	1,9%
Actifs extérieurs nets	2 297,1	2 259,4	1 972,1	1 657,7	1 870,3	212,6	12,8%	-426,8	-18,6%
BCEAO	-2,0	-153,5	-624,1	-391,7	-404,0	-12,3	3,2%	-402,0	19915,8%
Banques	2 299,1	2 412,9	2 596,2	2 049,4	2 274,3	224,9	11,0%	-24,8	-1,1%
Créances intérieures	3 954,5	4 014,9	4 396,1	4 317,6	4 551,9	234,3	5,4%	597,4	15,1%
Créances nettes sur l'Admini	79,7	126,0	281,6	333,1	399,3	66,2	19,9%	319,7	401,3%
BCEAO	36,7	-128,0	60,6	22,3	117,2	94,9	425,7%	80,5	219,6%
Banques	43,0	254,0	221,1	310,8	282,1	-28,7	-9,2%	239,1	556,2%
Créances sur l'économie	3 874,8	3 888,9	4 114,5	3 984,5	4 152,6	168,0	4,2%	277,7	7,2%



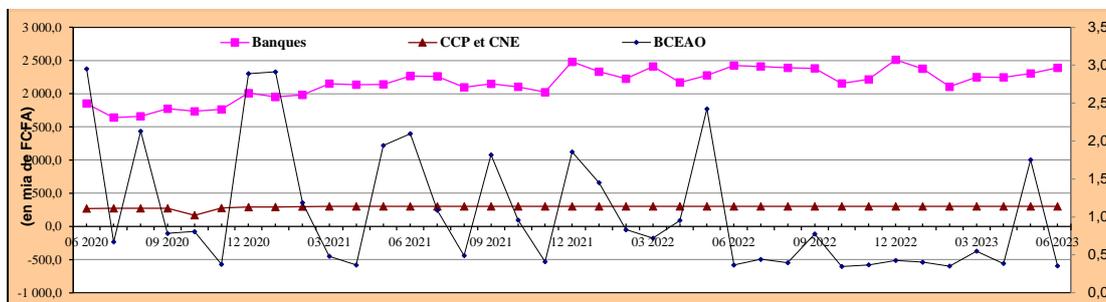
Sources : B.C.E.A.O.

Actifs extérieurs nets (AEN)

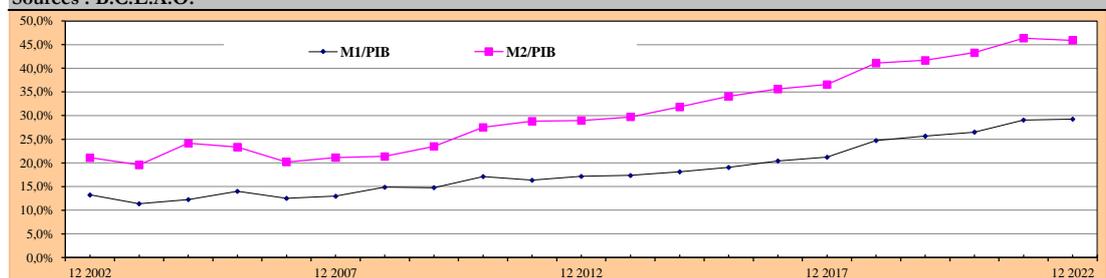
Par rapport à fin mars 2023, les AEN des institutions monétaires ont enregistré un afflux de 212,6 milliards de FCFA (+12,8%), attribuable aux AID (+224,9 milliards de FCFA), les AEN de la Banque Centrale ayant enregistré une aggravation de leur reflux (-12,3 milliards de FCFA, soit -3,2%).

La hausse des AEN et des AID a été imprimée notamment par le repli de leurs engagements sur les non-résidents (-320,5 milliards de FCFA, -43,0%), notamment les dépôts reçus (-301,8 milliards de FCFA, -53,0%) et des crédits reçus des institutions financières non-résidentes (-42,6 milliards de FCFA, -24,7%), atténuée par la baisse de leurs créances sous formes de crédits (-75,9 milliards, -11,3%) et de dépôts (-34,8 milliards de FCFA, -22,6%).

En glissement annuel, les AEN des institutions monétaires ont diminué de 426,8 milliards de FCFA (-18,6%), sous l'effet de la contraction des AEN de la BCEAO (-402,0 milliards de FCFA) et de ceux des AID (-24,8 milliards de FCFA).



Sources : B.C.E.A.O.



Sources : B.C.E.A.O.

Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 4.551,9 milliards de FCFA à fin juin 2023, soit une hausse de 234,3 milliards de FCFA (+5,4%), en raison de la hausse des créances sur l'économie (+168,0 milliards de FCFA, soit +4,2%) et des Créances nettes sur l'Administration Centrale (+66,2 milliards de FCFA, soit +19,9%).

En effet, **les Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale** se sont établies à 399,3 milliards de FCFA à fin juin 2023, enregistrant une progression de 66,2 milliards de FCFA, résultant de la hausse des créances nettes de la BCEAO (+94,9 milliards de FCFA) et atténuée par la baisse de celles des AID (-28,7 milliards de FCFA).

Les créances du système bancaire sur l'économie se sont situées à 4.152,6 milliards de FCFA à fin juin 2023, imprimées par la progression des crédits bancaires en faveur du secteur privé (+87,2 milliards de FCFA), du secteur public (+59,1 milliards de FCFA) et secteur financier non bancaire (+17,4 milliards de FCFA).

En variation annuelle, elles sont en hausse de 277,7 milliards de FCFA imprimée principalement par les crédits bancaires (+271,3 milliards de FCFA). L'accroissement des crédits bancaires a été tiré par ceux accordés au secteur public (+134,1

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une hausse de 366,3 milliards de FCFA (+6,8%), imputable aux dépôts transférables (+139,8 milliards de FCFA, soit +5,5%), aux autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+161,6 milliards de FCFA, soit +8,2%) et à la circulation fiduciaire (+64,8 milliards de FCFA, soit +7,6%).

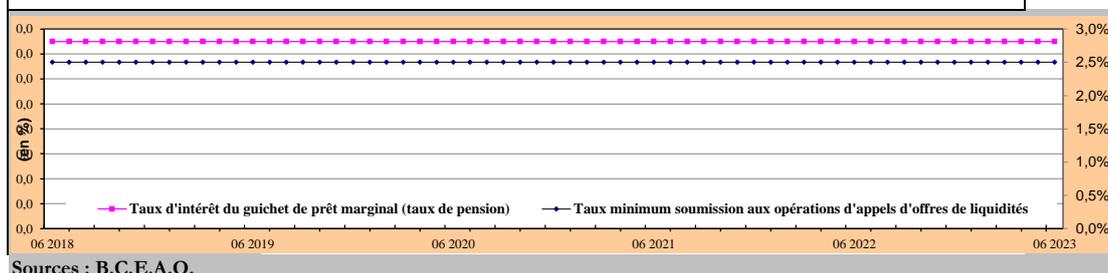
En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré un afflux de 109,0 milliards de FCFA (+1,9%), observé au niveau de la circulation fiduciaire (+98,3 milliards de FCFA, soit +11,9%) et des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+46,2 milliards de FCFA, soit +2,2%), atténué par le repli des dépôts transférables (-35,6 milliards de FCFA, soit -1,3%).

AGREGATS MONETAIRE	déc.18	déc.19	déc.20	déc.21	déc.22
M1/PIB	25,7%	26,5%	29,1%	Est. 32,0%	Est. 29,3%
M2/PIB	41,7%	43,3%	46,4%	49,5%	45,9%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	2. Trim. 2023	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	0,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du deuxième trimestre 2023, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modifications. En effet, le Comité de Politique Monétaire a décidé, lors de sa session ordinaire du 7 juin 2023, de maintenir inchangés le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,00%, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,00%, niveaux en vigueur depuis le 16 mars 2023. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union est demeuré à 3,0%.

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés au deuxième trimestre 2023 par les banques de la place s'élève à 418,5 milliards de FCFA contre 570,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2023, enregistrant ainsi un repli de 151,7 milliards de FCFA (-26,6%). Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 7,7597% contre 7,6149% au trimestre précédent, soit une hausse de 0,1448 de point de pourcentage.

Par rapport au deuxième trimestre 2022, le volume des nouveaux crédits mis en place a baissé de 278,1 milliards de FCFA et le taux moyen débiteur appliqué a progressé de 0,5148 point de pourcentage.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours du deuxième trimestre de l'année 2023 s'établit à 161,3 milliards de FCFA, contre un montant de 248,0 milliards de FCFA collectés au trimestre précédent, soit un repli de 86,6 milliards de FCFA (-34,9%). Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,5295% contre 5,5647% au premier trimestre 2023, soit un repli de 0,0352 point de pourcentage.

En variation annuelle, le volume des nouveaux dépôts a régressé de 72,4 milliards de FCFA et le taux créditeur moyen appliqué s'est replié de 0,4478 point de pourcentage.

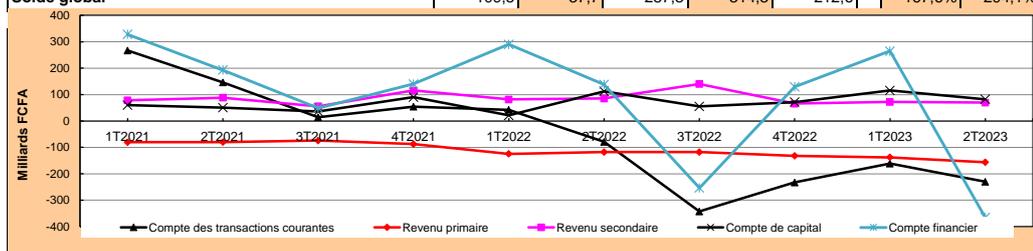
Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Au cours du deuxième trimestre 2023, l'activité économique mondiale a poursuivi sa consolidation, nonobstant la persistance de taux d'inflation élevés dans certaines régions et la poursuite du durcissement des conditions monétaires et financières.

Dans ce contexte, au cours du deuxième trimestre 2023, les échanges du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduits par un solde global excédentaire de la balance des paiements, après un déficit enregistré au cours du premier trimestre de la même année. Le changement de profil du solde global, du déficit à l'excédent, en variation trimestrielle est imputable aux entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, atténuée par les détériorations des comptes des transactions courantes et de capital.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2022	2022	2022	2023	2023	trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	-79,3	-342,7	-232,9	-161,6	-230,2	42,5%	190,4%
Biens et services	-46,5	-364,7	-166,7	-95,8	-143,5	49,8%	208,8%
Biens	76,9	-226,7	-25,8	9,7	-32,2	-431,4%	-141,8%
Services	-123,3	-138,0	-140,9	-105,5	-111,4	5,5%	-9,7%
Revenu primaire	-117,8	-117,9	-131,8	-137,5	-156,0	13,5%	32,4%
- Intérêt sur dette publique	-36,2	-29,4	-41,2	-30,1	-43,3	44,0%	19,6%
Revenu secondaire	85,0	139,9	65,6	71,7	69,3	-3,4%	-18,5%
Administrations publiques	31,8	88,1	26,6	21,4	21,6	0,9%	-32,2%
Autres secteurs	53,2	51,9	39,0	50,3	47,7	-5,2%	-10,3%
- Envois de fonds des travailleurs	51,9	51,3	44,2	51,2	51,0	-0,3%	-1,7%
Compte de capital	112,5	55,5	71,6	115,9	82,4	-28,9%	-26,8%
Transferts de capital	112,5	55,4	71,5	115,9	82,3	-28,9%	-26,8%
Administration publique	98,0	41,6	56,8	101,2	67,8	-33,0%	-30,8%
Autre secteurs	14,4	13,8	14,8	14,6	14,5	-0,8%	0,7%
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	33,2	-287,2	-161,4	-45,6	-147,8	223,9%	-544,8%
Compte financier	138,1	-253,1	129,6	264,5	-365,0	-238,0%	-364,2%
Investissement direct	17,9	12,1	-62,8	-19,6	-19,7	0,6%	-209,8%
Titres de participation	-28,9	-37,1	-0,6	-23,8	-23,9	0,4%	-17,1%
Instruments de dettes	46,8	49,2	-62,2	4,3	4,3	-0,2%	-90,9%
Investissements de portefeuille	-116,1	-108,1	-99,8	-103,6	-102,2	-1,3%	-11,9%
Titres de participation	0,0	1,4	1,7	1,1	1,0	-14,4%	-14,4%
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-116,1	-109,5	-101,5	-104,7	-103,2	-1,5%	-11,1%
Autres investissements	236,3	-157,1	292,1	387,6	-243,1	-162,7%	-202,9%
Administrations publiques	-73,4	-143,1	-78,5	-73,1	54,4	-174,4%	-174,1%
Solde global	-109,5	-37,7	-287,3	-314,3	212,6	-167,6%	-294,1%



Le solde du compte des transactions courantes s'est affiché par un déficit de 230,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2023 contre 161,6 milliards de FCFA au premier trimestre de 2023, soit une aggravation de 68,6 milliards de FCFA, en ligne avec la hausse des déficits du compte des biens et services (-47,7 milliards de FCFA), du compte de revenu primaire (-18,5 milliards de FCFA, -13,5%) et, dans une moindre mesure, par la réduction de l'excédent du compte de revenu secondaire (-2,5 milliards de FCFA, soit -3,4%).

Par rapport au même trimestre de l'année 2022 où il avait été observé un déficit de 79,3 milliards de FCFA, le compte courant a enregistré une aggravation de 150,9 milliards de FCFA au cours du trimestre sous revue, en lien principalement avec une hausse importante du déficit du compte de biens et services (-97,0 milliards de FCFA) et de la hausse du déficit du compte de revenu primaire (-38,2 milliards de FCFA, -32,4%).

La balance des biens a chuté de 41,9 milliards de FCFA en passant d'un solde excédentaire de 9,7 milliards de FCFA au premier trimestre de 2023 à un déficit de 32,2 milliards de FCFA au cours de la période sous revue. Cette évolution résulte d'une baisse des exportations (-26,6 milliards de FCFA, soit -3,4%) et d'une hausse des importations (+15,3 milliards de FCFA, soit +2,0%). La baisse en variation trimestrielle des exportations est imprimée par celle des expéditions du coton (-13,8 milliards de FCFA, soit -22,6%), de l'or (-13,4 milliards de FCFA, soit -2,6%) et de sésame (-11,9 milliards de FCFA, soit -62,9%). A l'opposé, des hausses ont été enregistrées pour la noix de cajou (+9,6 milliards de FCFA, +35,4%) et le ciment (+1,6 milliard, soit +10,1%).

En glissement annuel, les exportations sont en baisse de 37,1 milliards de FCFA (-4,7%), imprimée principalement par l'or (-84,5 milliards de FCFA, soit -14,5%), la noix de cajou (-20,4 milliards de FCFA, soit -35,7%) et le coton (-15,1 milliards de FCFA, soit -24,4%). Parallèlement, une progression a été observée, notamment pour le sésame (+2,8 milliards de FCFA, soit +19,3%).

Quant aux importations, leur hausse en rythme trimestriel est en lien avec celle des achats de produits énergétiques (+36,6 milliards de FCFA, soit +13,9%), des biens de consommation courante (+6,7 milliards de FCFA, soit +10,7%) et de biens alimentaires (+1,5 milliard, soit 1,7%). A l'opposé, des baisses ont été enregistrées pour les acquisitions de biens d'équipement (-14,7 milliards de FCFA, soit -9,0%) et des biens intermédiaires (-13,9 milliards de FCFA, soit -7,6%).

En glissement annuel, la valeur des importations est en repli de 12,9 milliards de FCFA (-1,6%), en raison de la baisse des achats des biens de consommation courante (-16,1 milliards de FCFA, soit -18,8%), des biens d'équipement (-6,4 milliards de FCFA, soit -4,1%), des biens intermédiaires (-3,1 milliards de FCFA, soit -1,8%) et dans une moindre mesure des produits alimentaires (-0,6 milliard, soit -0,7%). Parallèlement, la facture des achats de produits énergétiques a progressé de 15,4 milliards de FCFA (+5,4%).

La balance commerciale est ressortie déficitaire de 32,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2023, enregistrant une dégradation de 109,0 milliards de FCFA par rapport au deuxième trimestre 2022, résultant d'une réduction des exportations (-121,9 milliards de FCFA, soit -13,9%), légèrement atténuée par le repli des importations (-12,9 milliards de FCFA, soit -1,6%). La balance des services s'est creusé de 4,5 milliards (+4,4%) imputable à l'augmentation des paiements nets au titre de service de transport (+8,6 milliards).

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 95,9% au deuxième trimestre 2023 contre 101,3% un trimestre plus tôt et 109,6% au deuxième trimestre de 2022.

Le déficit structurel de la balance des services s'est aggravé en passant d'un niveau de -105,5 milliards de FCFA au premier trimestre de 2023 à -111,4 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2023. Ce creusement s'explique principalement par la hausse des paiements nets au titre des services de transport (-5,3 milliards de FCFA, -6,4%), suite à la progression des importations de biens.

En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est atténué de 12,0 milliards de FCFA (-9,7%) imputable au repli des paiements nets au titre des autres services (+7,7 milliards de FCFA, soit +25,3%) et des services de transport (+5,0 milliards de FCFA, soit +5,4%).

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des paiements nets de ressources aux non-résidents de 156,0 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2023, après des paiements nets de 137,5 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une hausse du déficit de 18,5 milliards de FCFA, imprimée notamment par la hausse des paiements effectués au titre des revenus des investissements (+18,1 milliards de FCFA) dont les paiements d'intérêts dans le cadre du service de la dette publique sont en progression de 13,2 milliards de FCFA (+44%).

En variation annuelle, le solde déficitaire du compte du revenu primaire s'est aggravé de 38,2 milliards de FCFA, en lien notamment avec la hausse des paiements au titre des revenus des investissements (+29,9 milliards de FCFA).

L'excédent structurel du **compte du revenu secondaire** est passé de 71,7 milliards de FCFA au premier trimestre 2023 pour se situer à 69,3 milliards de FCFA au trimestre sous revue, soit une baisse de 2,4 milliards de FCFA (-3,4%). Cette baisse est imputable au repli des transferts courants au profit du secteur privé (-2,6 milliards de FCFA, soit -5,2%). Au cours du deuxième trimestre de 2023, aucun décaissement n'a été effectué au titre des dons programmes au profit de l'Administration publique, tout comme au premier trimestre.

En variation annuelle, l'excédent du compte du revenu secondaire s'est replié de 15,7 milliards de FCFA, en raison des contractions des transferts courants au profit de l'Administration publique (-10,2 milliards de FCFA, soit -32,2%) et du secteur privé (-5,5 milliards de FCFA, -10,3%).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 82,4 milliards de FCFA, après une réalisation de 115,9 milliards de FCFA au premier trimestre de 2023, soit un reflux de 33,5 milliards de FCFA, principalement sous l'effet de la baisse des transferts en capital au profit de l'Administration publique (-33,4 milliards de FCFA, soit -33,2%). En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 67,2 milliards de FCFA au cours du deuxième trimestre 2023, contre 100,6 milliards de FCFA au cours du trimestre précédent.

Le besoin de financement de l'économie burkinabè, résultant des opérations des comptes des transactions courantes et de capital, s'est établi à 147,8 milliards de FCFA contre un besoin de financement de 45,6 milliards de FCFA au trimestre précédent. Au deuxième trimestre 2022, une capacité de financement de 33,2 milliards de FCFA avait été dégagée.

Le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 365,0 milliards de FCFA, après des sorties nettes de 264,5 milliards de FCFA au premier trimestre de 2023. Cette évolution est en lien avec l'inversion du profil des mouvements de capitaux au titre des autres investissements qui est passé de sorties nettes de capitaux à hauteur de 387,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2023 à des entrées de capitaux à hauteur de 243,1 milliards de FCFA au trimestre sous revue. Au deuxième trimestre de 2022, le compte financier avait enregistré des sorties de capitaux de 138,1 milliards de FCFA.

Au deuxième trimestre de l'année 2023, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites **par un solde global de**

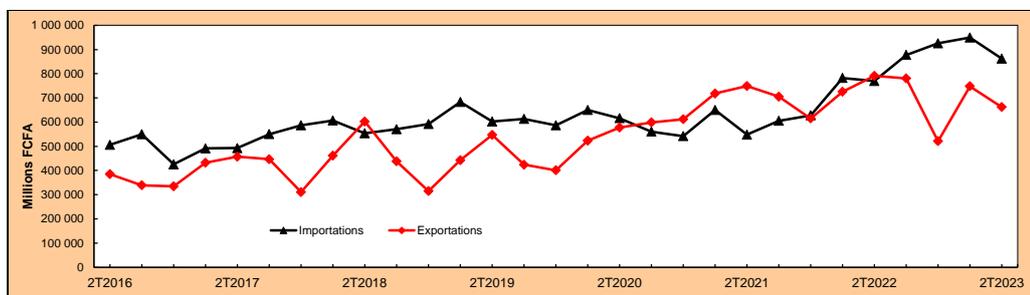
COMMERCE EXTERIEUR							
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2022	2022	2022	2023	2023	trimestriel	annuel
TOTAL	877 538,2	925 646,9	949 272,8	864 266,5	862 152,6	-0,2%	-1,8%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	9 011,0	9 666,2	8 198,1	9 511,4	10 661,3	12,1%	18,3%
Produits du règne végétal	48 032,9	50 489,9	62 778,4	44 442,3	52 593,4	18,3%	9,5%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 918,2	3 492,1	6 943,6	5 836,8	5 608,0	-3,9%	92,2%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	50 415,5	36 704,0	36 004,5	45 403,1	32 119,5	-29,3%	-36,3%
Produits minéraux	339 321,8	398 595,3	416 875,2	330 795,9	358 982,7	8,5%	5,8%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	103 006,6	108 494,8	102 915,2	108 302,6	119 298,0	10,2%	15,8%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	29 967,6	25 778,2	28 872,9	25 306,3	25 023,0	-1,1%	-16,5%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1 404,3	1 282,2	1 180,6	864,1	1 159,8	34,2%	-17,4%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	2 344,7	2 320,8	1 841,7	2 015,2	2 359,6	17,1%	0,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	14 506,0	11 763,4	13 821,7	7 399,9	9 548,3	29,0%	-34,2%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	15 933,0	13 148,3	12 303,4	6 554,9	9 372,7	43,0%	-41,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	2 174,8	1 578,4	1 589,8	1 094,6	2 213,1	102,2%	1,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	8 724,8	10 490,0	9 757,2	8 518,3	9 653,5	13,3%	10,6%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	230,5	250,5	197,3	210,3	216,1	2,8%	-6,2%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	71 683,7	69 518,5	84 406,4	71 679,6	52 337,1	-27,0%	-27,0%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	119 606,9	111 902,9	97 002,4	129 832,4	109 252,5	-15,9%	-8,7%
Matériel de transport	44 594,1	51 504,8	44 583,8	46 692,8	48 842,1	4,6%	9,5%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	6 981,9	10 904,4	11 619,8	9 386,8	6 894,1	-26,6%	-1,3%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	128,3	227,7	269,0	387,7	168,9	-56,4%	31,6%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré un léger recul de 0,2%, portant le niveau des importations de 864,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2023 à 862,1 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2023. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des importations de certains produits notamment des armes, munitions et leurs parties et accessoires (-56,4%), les produits des industries alimentaires ; boissons, alcools (-29,3%), les métaux communs et ouvrages en ces métaux (-27,0%), les instruments et appareils d'optique, de photographie (-26,6%), les machines et appareils, matière électrique et leurs parties (-15,9%) et les graisses et huiles animales ou végétales (-3,9%), combiné à une hausse des chaussures, coiffures, parapluie, parasols, cannes, fouets (+102,2%), les matières textiles et ouvrages en ces matières (+43,0%), les peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières (+34,2%), les pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (+29,0%), les produits du règne végétal (+18,3%), les produits des industries chimiques ou des industries connexes (+10,2%).

Comparativement au même trimestre de 2022, on observe également une baisse de 1,8% des importations. Cette baisse annuelle est imputable principalement à la baisse des importations des matières textiles et ouvrages en ces matières (-41,2%), des produits des industries alimentaires, boissons, alcools (-36,3%), des pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (-34,2%), et des métaux communs et ouvrages en ces métaux (-27,0%).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2022	2022	2022	2023	2023	trimestriel	annuel
TOTAL	780 826,3	521 292,2	748 351,3	693 778,0	662 196,6	-4,6%	-15,2%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	340,2	115,3	231,7	378,4	556,9	47,2%	63,7%
Produits du règne végétal	76 691,2	25 655,8	45 847,9	51 906,9	52 291,9	0,7%	-31,8%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	9 011,0	7 931,8	36 481,4	22 437,7	8 797,7	-60,8%	-2,4%
Graisses et huiles animales ou végétales	6 149,4	2 596,3	5 301,3	6 217,6	2 227,9	-64,2%	-63,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	5 254,7	4 658,4	6 238,4	7 020,6	5 776,4	-17,7%	9,9%
Produits minéraux	24 745,2	18 843,3	13 817,0	20 087,2	17 944,9	-10,7%	-27,5%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	2 733,0	3 103,5	2 995,5	3 207,2	3 192,2	-0,5%	16,8%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	550,9	951,8	826,7	321,7	251,0	-22,0%	-54,4%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	111,8	135,0	136,0	321,3	166,8	-48,1%	49,2%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	32,1	12,3	10,0	98,5	266,4	170,4%	731,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	883,5	300,8	90,6	93,7	188,3	101,1%	-78,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	63 006,2	5 108,6	95 812,5	62 318,3	47 811,6	-23,3%	-24,1%
dont coton fibre	62 921,4	4 794,2	95 532,1	61 554,4	47 757,7	-22,4%	-24,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	14,6	10,0	15,3	40,4	14,6	-64,0%	-0,5%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	88,2	31,9	14,7	22,1	20,1	-9,1%	-77,2%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	584 916,6	439 137,3	552 471,5	513 793,2	500 287,1	-2,6%	-14,5%
dont or	584 056,0	438 504,9	551 524,8	512 982,5	499 544,7	-2,6%	-14,5%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	6 772,2	4 620,4	11 835,8	6 513,6	4 367,0	-33,0%	-35,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	3 460,7	11 908,3	6 824,1	13 850,7	13 119,6	-5,3%	279,1%
Matériel de transport	4 443,7	3 305,4	5 461,6	6 209,2	12 970,8	108,9%	191,9%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	306,7	373,9	243,9	316,7	221,2	-30,2%	-27,9%
Marchandises et produits divers	313,6	379,7	174,6	928,0	487,2	-47,5%	55,4%



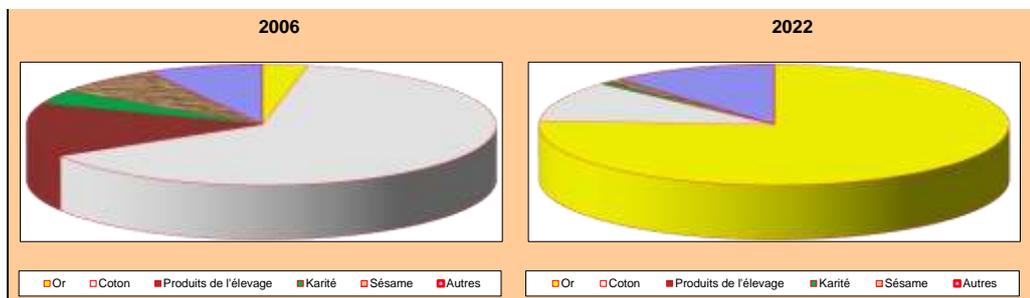
Au deuxième trimestre 2023, les exportations enregistrent également une baisse de 4,6% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 693,7 milliards FCFA au premier trimestre 2023 à 662,2 milliards FCFA au premier trimestre 2023. Cette tendance est imputable principalement à la baisse des principaux produits exportés par le pays. En effet, les exportations des graisses et huiles animales ou végétales enregistrent un recul de 64,2%, les arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux ont baissé de 60,8%, de même les chaussures, coiffures, parapluie, parasols, cannes, fouets ont baissé de 60,2%, les peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières ont baissé de 48,1% et les Instruments et appareils d'optique, de photographie de 30,2%.

L'or non monétaire qui est le principal produit d'exportation a baissé de 2,6% passant de 512,9 Milliards de FCFA au premier trimestre 2023 à 499,5 milliards FCFA au deuxième trimestre 2023. Quant aux exportations de coton, elles ont chuté de 22,4% en raison du caractère saisonnier de la production du coton.

En glissement annuel, on observe une baisse de 15,2 % des exportations, soit une diminution de 118,6 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2022. Cette évolution est imputable principalement à la baisse des exportations des pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques de 78,7%, des graisses et huiles animales ou végétales de 63,8%, des matières plastiques et ouvrages en ces matières en caoutchouc de 54,4%, des métaux communs et ouvrages en ces métaux de 35,5% ,des produits du

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2006	2019	2020	2021	2022
Part de l'or dans total	3,1%	73,3%	81,7%	76,4%	75,9%
Part du coton dans total	63,2%	9,0%	5,4%	8,1%	10,8%
Part des produits de l'élevage dans total	14,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Part du karité dans total	3,8%	1,7%	0,9%	0,7%	0,7%
Part du Sésame dans total	7,4%	1,8%	1,3%	1,1%	1,0%
Part des autres produits dans total	8,1%	14,3%	10,6%	13,6%	11,5%

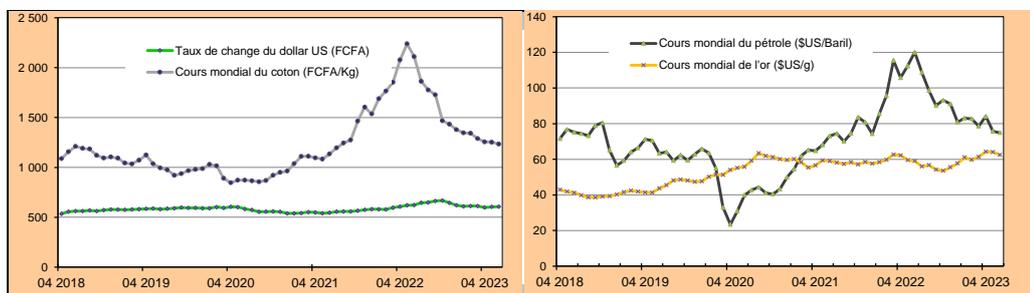


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 75,9% de la part des exportations en 2022. Cela se justifie principalement par les

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	4. Trim. 2022	1. Trim. 2023	2. Trim. 2023	Glissement	
Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	615,8	651,6	643,5	611,4	602,3	-1,5%	-2,2%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	112,7	99,2	88,4	81,4	78,2	-3,9%	-30,6%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	3 477,7	2 746,5	2 215,6	2 168,3	2 070,1	-4,5%	-40,5%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	60,3	55,6	55,6	60,7	63,6	4,8%	5,6%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	69,5	64,6	57,0	49,8	47,1	-5,4%	-32,2%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	2 141,9	1 788,8	1 425,5	1 325,7	1 246,8	-6,0%	-41,8%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	37,1	36,2	35,7	37,1	38,3	3,3%	3,3%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,031	0,028	0,025	0,027	0,027	-0,4%	-14,3%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, **le cours du dollar par rapport au franc CFA** poursuit sa baisse, après la hausse soutenue jusqu'au niveau record atteint en fin octobre 2022. Au deuxième trimestre 2023, le dollar US s'est déprécié de 1,5% par rapport au franc CFA en s'affichant en moyenne à 602,3 francs CFA contre 611,4 Francs CFA au premier trimestre 2023. Cette dépréciation du cours du dollar US s'expliquerait par le ralentissement par la FED du rythme d'accroissement de ses taux directeurs et les augmentations des taux d'intérêt, notamment de certaines banques centrales en Europe. Cependant, en glissement annuel, le dollar US s'est apprécié de 2,2% par rapport au franc FCFA.

- Prix des produits exportés :

Le cours du coton, depuis le sommet atteint en juin 2022, **enregistre une forte tendance baissière**. Sur les marchés mondiaux, la fibre de coton s'est échangé en moyenne à 2070,1 dollars la tonne au deuxième trimestre 2023 contre 2168,3 dollars au trimestre précédent, soit 4,5% de baisse. De même, en glissement annuel, le prix de la tonne de coton est en chute de 40,5%. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 1246,8 francs CFA au deuxième trimestre 2023 contre 1325,7 francs CFA le kilogramme au premier trimestre 2023, soit une perte de 6,0%. En glissement annuel, la chute est de 41,8%. Cette évolution demeure essentiellement sous l'influence de la baisse de la demande globale de coton induite par le ralentissement de l'activité économique mondiale.

- Cours de l'or:

Au deuxième trimestre 2023, **le cours de l'or poursuit sa hausse après celle du premier trimestre 2023**. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne à 63,6 dollars le gramme contre 60,7 au trimestre précédent. En glissement annuel, le cours de l'or est en hausse de 5,6%. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 38 314 francs le gramme, en hausse de 3,3% aussi bien en rythme trimestriel qu'en glissement annuel. Cette progression du cours de l'or s'explique principalement par le recours des investisseurs au métal jaune comme valeur refuge au regard des incertitudes de l'économie mondiale.

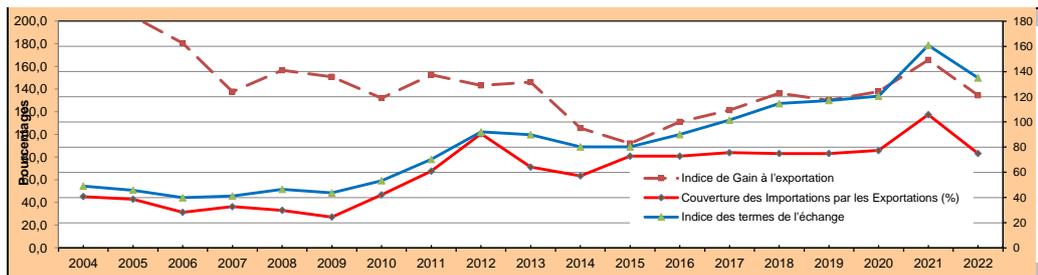
- Prix des produits importés :

Le cours du pétrole **poursuit sa tendance baissière entamée au troisième trimestre 2022**. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 78,2 dollars au deuxième trimestre 2023, en trépli de 3,2 dollars (-3,9%) sur un trimestre. Comparé à la même période en 2022, le cours du baril de pétrole est en chute de 30,6%. Exprimé en francs CFA, la baisse est de 5,4% et de 32,2%, respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. Le recul du cours du pétrole est lié essentiellement aux incertitudes sur les perspectives de croissance de l'économie mondiale, une offre mondiale toujours excédentaire, malgré le boom de la demande chinoise après la

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	12 2022	Var. 2022	
						Var./2021	Var./2020
Indice prix à l'exportation(138,8	146,4	188,8	208,3	214,5	3,0%	13,6%
Indice prix à l'importation	131,1	133,7	127,3	138,2	188,8	36,6%	48,3%
Indice des termes de l'échange	130,1	133,9	178,8	163,7	149,9	-8,4%	-16,1%
Indice de gain à l'exportation	117,2	124,1	149,3	120,5	121,2	0,6%	-18,8%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	74,9	77,3	105,8	74,9	74,9	0,0%	-29,2%



Le taux de couverture des exportations par les importations a eu une allure tendancielle croissante depuis 2007. Il a progressé de 24,5% en décembre 2009 pour s'établir à 102,3% en 2012, année d'établissement de son premier pic dont l'évolution est en relation avec le boom minier. Depuis lors, le taux de couverture a oscillé autour de cette tendance pour atteindre un nouveau pic de 105,8% en décembre 2021 toujours en lien avec l'expansion minière.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE de GÉSTION du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

$$\text{où } X_{n,i} \text{ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.} \quad \frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François KABORE, Barbi NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Prix des produits agricoles	SONAGESS
PODA Ansonibè	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Production de l'agriculture	SONAGESS
OUEDRAOGO Mahamadi MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
SARA Karim	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel SAWADOGO P. Dieudonné NEYA Ferdinand	Secteur extérieur (Cours des matières premières) Comptes nationaux trimestriels	DGEP INSD